



**PORTANT DELEGATION DE FONCTIONS ET DE
SIGNATURE
DONNÉE A MADAME MARIE BRIGHTON
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 2^{ème} CLASSE EN
TANT QU'OFFICIER D'ETAT CIVIL**

DAJ/ETAT CIVIL

Arrêté n°71-2026

Le Maire de Joinville-le-Pont ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-30, L.2122-32, R.2122-8 et R.2122-10 ;

Vu l'arrêté du maire n°2023-915 en date du 4 juillet 2023, fixant la dernière situation de Madame Marie BRIGHTON ;

Considérant que Madame Marie BRIGHTON occupe l'emploi permanent de responsable adjoint du guichet unique ;

Considérant que pour la bonne marche de l'administration communale, et plus précisément des opérations liées à l'accueil du public, il convient de prévoir une délégation de fonctions et de signature à Madame Marie BRIGHTON ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Délégation de fonctions en tant qu'officier d'état civil est donnée, sous le contrôle et la responsabilité de Monsieur le Maire, à Madame Marie BRIGHTON, adjoint administratif territorial principal de 2^{ème} classe, fonctionnaire titulaire de la commune occupant l'emploi permanent de responsable adjoint du guichet unique.

A cet effet, Madame Marie BRIGHTON sera chargée :

- De recevoir les déclarations de naissance, de décès, d'enfant sans vie, de reconnaissance d'enfant naturel, les déclarations parentales conjointes de changement de nom de l'enfant naturel, et de dresser tous actes relatifs à ces déclarations ;
- De recevoir les demandes de changement de prénom, les consentements d'enfants de plus de treize ans à leur changement de nom ou de prénom, les consentements de majeurs à la modification de son nom en cas de changement de filiation, et de se prononcer sur les demandes légitimes de changement de prénom ;
- De recevoir les demandes de rectifications administratives des erreurs et omissions purement matérielles des actes d'état civil précités ;
- De dresser les transcriptions et de mentionner en marge des actes sur les registres de l'état civil tous jugements et décisions ;
- De réaliser l'audition commune des futurs époux ou les entretiens séparés et le cas échéant l'audition des personnes souhaitant procéder à une reconnaissance d'enfant ;
- De délivrer toutes copies et extraits d'état civil, quelle que soit la nature de ces actes ;
- De recevoir les déclarations de pactes civils de solidarité, leurs dissolutions et leurs modifications et de procéder aux formalités d'enregistrement y afférentes ;

- De l'instruction des changements de nom.

ARTICLE 2 :

Délégation de signature est donnée, sous la surveillance et la responsabilité de Monsieur le Maire, et en l'absence ou empêchement des adjoints, à Madame Marie BRIGHTON, responsable adjoint du guichet unique, pour :

- La certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet ;
- La légalisation des signatures.

ARTICLE 3 :

La signature par Madame Marie BRIGHTON des pièces et actes énoncés aux articles 1 et 2 du présent arrêté devra être précédée de la formule indicative suivante :

« Pour le Maire et par délégation »

ARTICLE 4 :

Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur général des services et Madame la Comptable publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le Tribunal peut être saisi par courrier ou par le biais de l'application Télérecours citoyens accessible sur www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 :

Une copie du présent arrêté sera notifiée :

- À l'intéressée ;
- À la préfecture ;
- À la sous-préfecture ;
- À Madame la Comptable publique ;
- À Monsieur le Procureur de la République du Tribunal judiciaire de Créteil.

Fait à Joinville-le-Pont, le 2 avril 2026



Francis SELLAM

Maire de Joinville-le-Pont

Notifié le :
Signature de l'agent

Je soussigné, Monsieur Maxime OUANOUNOU, 5^{ème} adjoint au Maire, certifie le caractère exécutoire du présent arrêté :

Publié sous format électronique le : **02 AVR. 2026**

Notifié le :

Télétransmis au contrôle de légalité le :

02 AVR. 2026

Fait à Joinville-le-Pont le :